



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

15/02/2026

*À propos de la répression au Pakistan**

* Correspondant particulier Karachi

Une dictature totale a été imposée dans le pays. Cette fois-ci, par le biais de prétendues institutions démocratiques. Pour faire face à cette situation, une conférence des forces démocratiques a été organisée au Club de la presse de Karachi à l'appel de l'Alliance de la gauche populaire.

Pendant la conférence, la police a encerclé le Club de la presse et arrêté la majorité des participants à l'entrée, notamment le camarade Hussain Fatmi, dirigeant du Parti communiste du Pakistan, le camarade Ramzan Memon, dirigeant du Parti national et des camarades défenseurs des droits de l'homme. Ils ont été relâchés plus tard après avoir été détenus pendant plusieurs heures. Les participants ont fermement condamné cette action.

La conférence a réuni le camarade Imdad Qazi, secrétaire général du Parti communiste du Pakistan et coordinateur de l'Alliance, Abdul Khaliq Junejo, président du Jeay Sindh Mahaz¹, Noor Ahmed Katiar du Awami Tehreek², Munir Naich du Sindh United Party³, Khadim Talpur du Awami Jamhoori Party⁴, ... ainsi que des représentants de divers syndicats et organisations sociales et professionnelles.

A cette occasion, le camarade Imdad Qazi a déclaré que le Pakistan Tehreek-e-Insaf⁵ et Imran Khan⁶ étaient arrivés au pouvoir grâce au soutien de forces autoritaires et ne pouvaient donc être considérés comme démocratiques. Il a déclaré que la loi martiale est toujours en vigueur dans le pays et que la PML-N⁷ et le PPP⁸ sont complices des forces antidémocratiques et de leurs agissements. Il a ajouté que, sous la loi PECA⁹ et un régime antidémocratique, la liberté d'expression est bafouée. Il a également révélé que le siège permanent du Karachi Press Club et l'arrestation de militants politiques sur ordre du gouvernement PPP du Sindh¹⁰ prouvent que ce parti ne croit plus en la démocratie, aux droits publics, aux droits de l'homme ni à la liberté d'expression. Noor Ahmed Katiar, du Awami Tehreek¹¹, a affirmé qu'après le SIFC¹² et le 18^e amendement, la démocratie a été *de facto* anéantie. Il a souligné qu'Imaan Mazari et son mari ont été condamnés à 17 ans de prison chacun en vertu de la loi PECA, tandis que ceux qui ont violé la Constitution, renversé la démocratie, imposé l'unité nationale et pris en otage le pouvoir judiciaire et le Parlement sont restés impunis. Il a accusé le pouvoir en place d'organiser le terrorisme à Karachi afin de diviser le Sindh et de céder Karachi à la fédération. Abdul Khaliq Junejo a déclaré que la Constitution de 1973 ne garantit pas les droits nationaux et démocratiques et qu'elle a été utilisée afin de s'emparer des ressources du Sindh. Il a souligné que le Sindh a rejoint le Pakistan volontairement en vertu de la résolution de 1940 et n'est pas un territoire conquis. Il a appelé à une large alliance démocratique contre la dictature.

Fayaz Naich, du Parti Uni du Sindh¹³, a affirmé qu'une dictature politique domine le pays depuis le début, que les élections ont été truquées et que la résistance, ainsi que la protestation, sont désormais nécessaires.

Khadim Talpur a déclaré que le Sindh a été ravagé par ses dirigeants, que des millions de personnes souffrent de la faim et que des millions d'enfants ne sont pas scolarisés. Il a insisté sur la nécessité d'un véritable système démocratique. Des intervenants du Gilgit-Baltistan¹⁴, du Cachemire, des syndicats et de la société civile ont mis en lumière l'inflation galopante, le chômage, la pauvreté, la répression politique, les disparitions forcées et la crise politique qui frappent le pays.

A l'issue de la conférence, plusieurs résolutions ont été adoptées, notamment :

Une profonde préoccupation concernant la situation au Baloutchistan et une demande de solutions politiques et démocratiques conformes à la volonté du peuple.

Le retrait complet de l'armée de la vie politique et des affaires de l'État.

La reconnaissance du Pakistan comme État multinational, accordant un statut, des droits et un contrôle des ressources égales à toutes ses entités nationales

L'abrogation des récentes modifications constitutionnelles, en particulier la loi PECA, les 26e et 27e amendements, la loi sur les mines et les minéraux, les projets de tourisme vert et la SIFC.

La distribution de terres aux paysans sans terre et l'annulation des projets d'agriculture industrielle.

La fin des disparitions forcées et la libération immédiate de tous les prisonniers politiques. L'abolition des escadrons de la mort, du CTD et de la quatrième annexe de la Constitution. Une réduction de 50 % des dépenses administratives et une augmentation des budgets de l'éducation et de la santé.

Une réduction de 50 % des prix de l'électricité, du gaz et des carburants.

Le rétablissement des syndicats étudiants et des droits des travailleurs.

La tenue immédiate d'élections locales et la décentralisation des pouvoirs.

Subventions alimentaires et réformes agricoles.

La conférence a également exprimé sa solidarité avec les victimes des récentes tragédies et exigé une sanction exemplaire concernant les responsables. Les participants ont condamné la pression croissante exercée sur les clubs de presse et les journalistes et ont exigé la fin du harcèlement. Ils ont également fermement condamné l'agression impérialiste américaine au Venezuela et les préparatifs d'attaques contre l'Iran, exhortant le gouvernement à prendre une position claire contre de telles actions.

1 https://en.wikipedia.org/wiki/Jeay_Sindh_Qaumi_Mahaz

2 https://en.wikipedia.org/wiki/Pakistan_Awami_Tehreek

3 https://en.wikipedia.org/wiki/Sindh_United_Party

4 https://fr.wikipedia.org/wiki/Awami_Jamhuri_Ittehad_Pakistan

5 https://fr.wikipedia.org/wiki/Mouvement_du_Pakistan_pour_la_justice

6 https://fr.wikipedia.org/wiki/Imran_Khan

7 Ligue Musulmane du Pakistan ; [https://en.wikipedia.org/wiki/Pakistan_Muslim_League_\(N\)](https://en.wikipedia.org/wiki/Pakistan_Muslim_League_(N))

8 Parti du Peuple du Pakistan ; https://en.wikipedia.org/wiki/Pakistan_People%27s_Party

9 L'ordonnance PECA stipule que l'exemption accordée aux chaînes de télévision titulaires d'une licence PEMRA a été abolie par la loi de 2016 sur les crimes électroniques. Désormais, la diffusion de fausses informations concernant une personne à la télévision, ainsi que les reportages ou les propos moqueurs, peuvent également être considérés comme des crimes électroniques

10 Le Sindh est une province du Pakistan, située dans le sud-est du pays. C'est la troisième province pakistanaise par sa superficie et la deuxième par sa population (après le Pendjab).

11 L'Awami Tahreek ou Qaumi Awami Tehreek, anciennement Sindhi Awami Tahreek (Mouvement populaire sindhi), est un parti politique marxiste-léniniste-maoïste basé dans la province pakistanaise du Sindh.

12 https://en.wikipedia.org/wiki/Special_Investment_Facilitation_Council

13 Le Parti uni du Sindh (SUP) est un parti politique régional nationaliste sindhi qui vise à accorder aux habitants du Sindh des droits démocratiques sur leur terre natale et qui prône un renforcement des droits provinciaux.

14 Le Gilgit-Baltistan, ou anciennement les Territoires du Nord, est une [région administrative](#) du nord du [Pakistan](#)

© [Copyright](#)